

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Salariat, travail, syndicats (France) > Syndicats (France) > Epidémies, pandémies (syndicats, santé, France) > **Scandaleux licenciement dans le Nord de la France d'une aide-soignante (...)**

Scandaleux licenciement dans le Nord de la France d'une aide-soignante syndicaliste

vendredi 10 avril 2020, par [Collectif santé et social en lutte](#), [SUD Santé Sociaux](#) (Date de rédaction antérieure : 9 avril 2020).

Sommaire

- [Vidéo de Laetitia qui explique](#)
- [Signez la pétition de soutien](#)
- [Communiqué de la Fédération](#)

Scandaleuse mise à pied dans le Nord de Laetitia, syndicaliste et aide-soignante, pour avoir demandé du matériel de protection contre le coronavirus.

Stop à la répression des personnels de santé !

[Vidéo de Laetitia qui explique la situation](#)

<https://solidaires.org/video-Stop-a-la-repression-des-personnels-de-sante>

[Signez la pétition de soutien :](#)

https://www.change.org/p/mme-douez-direction-ch-haumont-fr-coronavirus-une-aide-soignante-sancti-onnee-a-l-hopital-d-hautmont-dans-le-nord?fbclid=IwAR2p-GnZEg344aDi_BOha6bZ9xiJrp50vBFnhU9n_i12sJE121btd2KZTRw

Nous sommes scandalisés, par la mise à pied à effet immédiat d'une aide-soignante, militante SUD, intervenue ce samedi 4 avril à 6 h 30, à sa prise de poste à l'hôpital d'Hautmont dans le Nord de la France.

Il lui a été reproché publiquement devant ses collègues, d'être intervenue dans le cadre de son mandat pour d'une part exiger des masques et des test de dépistage pour les soignants.

Les soignants de l'Hôpital local d'Hautmont, comme tous les soignants de ce pays, exercent actuellement dans le dénuement matériel et malgré cela prennent en charge patients et personnes âgées face à la pandémie.

De façon scandaleuse, leur expression sur le contenu de leur travail, le droit légitime à réclamer une protection minimum, (qui concerne tout à la fois les soignants comme les patients face au coronavirus) et les libertés syndicales sont bafouées.

Nous exigeons la réintégration immédiate de Lætitia PUISSANT, l'abandon de toute sanction et la mise à disposition des moyens matériels face au coronavirus, parmi lesquels masques et test sont au premier rang.

Communiqué de la Fédération SUD Santé-Sociaux (Union syndicale Solidaires)

COVID-19 : MENACES ET MISES À PIED,
L'ÉTAT VEUT FAIRE TAIRE LES PERSONNELS DE SANTE !

La Fédération SUD Santé Sociaux est scandalisée par la mise à pied à effet immédiat d'une aide-soignante, militante SUD, intervenue ce samedi 4 avril à 6 h 30, à sa prise de poste.

A l'heure où le nombre de nos collègues contaminé-es par le COVID-19 dans l'exercice de leur fonction dépasse les 2000, à l'heure où nous croisons les doigts pour celles et ceux qui sont en réanimation, à l'heure où nous comptons nos mort-es, sa direction lui reproche publiquement devant ses collègues, d'être intervenue dans le cadre de son mandat syndical pour exiger des masques et des tests de dépistage pour les soignant-e-s.

Les soignant-e-s de l'Hôpital local d'HAUMONT, comme tous-tes les soignant-e-s de ce pays, exercent actuellement dans le dénuement matériel et malgré cela prennent en charge patient-e-s et personnes âgées face à la pandémie, avec un professionnalisme et un dévouement qui force l'admiration.

Pour une raison quasiment identique une militante SUD de Marseille qui dénonçait des surblouses de mauvaises qualités, a été convoquée par sa direction pour une "démarche qualité" car elle avait terni l'image de l'hôpital.

De façon scandaleuse, leur expression sur le contenu de leur travail, le droit légitime à réclamer une protection minimum, (qui concerne tout à la fois les personnels de la santé, de social et médico-social, comme les patient-e-s face au coronavirus) et les libertés syndicales sont bafouées. Pour rappel : Les articles Article L4121-1 et suivants du Code du Travail précisent clairement la responsabilité pleine et entière de l'employeur en matière de santé et de sécurité des salarié-e-s.

La Fédération SUD Santé Sociaux dénonce la répression syndicale envers des responsables syndicaux mais aussi envers toutes les personnes lanceuses d'alerte, notamment sur le manque de matériel dans le cadre de l'épidémie de COVID-19.

La Fédération SUD Santé Sociaux exige la réintégration immédiate de Laetitia PUISSANT, l'abandon de toute sanction.

La Fédération SUD Santé Sociaux exige aussi et la mise à disposition des moyens matériels face au coronavirus, parmi lesquels masques et test sont indispensables, tout comme le sont également les lunettes, les surblouses, les gants, le gel hydroalcoolique ... et tout comme la bonne qualité de ces matériels doit l'être également.

Enfin, la Fédération SUD Santé Sociaux tire la sonnette d'alarme sur les pénuries de médicaments (sédatifs, médicaments analgésiques) qui vont arriver dans les jours qui viennent et espère que les personnels qui les dénonceront ne seront pas menacé ou mis à pied !

Ce n'est pas au personnel qui alerte de payer pour le manque d'anticipation du gouvernement.

Il est plus que temps que l'Etat assume ses responsabilités !

Contact presse : federation.sudsantesociaux.org

Paris le 8 avril 2020

P.-S.

Collectif santé et social en lutte

https://www.change.org/o/collectif_santé_et_social_en_lutte

Fédération SUD Santé-Sociaux (Union syndicale Solidaires)

https://solidaires.org/IMG/pdf/20200408_covid19_menaces_et_mises_a_pied.pdf?24470/a3a531062aad4c7591c958feb5df33f7b3c71d82